

Édito :

Notre pays doit former des professionnels de santé en nombre et les respecter !

L'hôpital public se désagrège et des services ferment, faute de personnel, aux urgences et dans les SMUR mais pas que : dans les infos de la semaine, pas un lit de libre en réanimation en Seine St Denis le vendredi 10/09 pour cause de manque de personnel ; à Versailles, les interventions non urgentes sont déprogrammées alors même que l'épidémie de COVID reflue. Les départs, les arrêts maladie aggravent les conditions de travail des soignants, dans un véritable cercle vicieux de nouveaux arrêts maladies ou départs. Et le gouvernement reste indifférent ! Son soutien financier à l'hospitalisation privée témoigne de sa vision : aller vers la fin du service public. On ne peut que s'insurger que des femmes venant accoucher au CHU de Bordeaux par exemple, soient renvoyées vers la maternité privée ... en les prévenant simplement qu'elles auront sans doute à faire face à des dépassements d'honoraires.

Et en ce qui concerne les soins primaires, les déserts s'étendent, les délais d'attente s'allongent pour nombre de spécialités médicales et la réponse gouvernementale est de faire payer les patients se présentant aux urgences des hôpitaux sans que cela ne soit suivi d'hospitalisation !

Notre pays a besoin de professionnels de santé en nombre, respectés avec tout ce que cela comporte, en terme de salaires, en terme de conditions de travail, en terme de démocratie, c'est à dire qu'ils doivent avoir leur mot à dire sur l'organisation de leur travail, le fonctionnement et la gestion de leur structure.

Et bien sur il faut veiller à leur répartition sur l'ensemble du territoire national.

C'est indispensable pour l'accès aux soins de toutes et tous partout !

Assurément il faut former plus de professionnels, mais peut être faut il aussi transformer les études ? Certainement des revalorisations salariales notables sont nécessaires pour les plus bas salaires, mais ne faut il pas non plus transformer l'échelle des revenus entre les différents professionnels de santé ? Et comment assurer la présence de professionnels de santé dans les territoires qui se sentent exclus de la République ?

Ce sont toutes ces questions et d'autres qui seront abordées au cours des Rencontres Nationales que la Coordination organise à Sarlat les week end du 15, 16 et 17 octobre.

Michèle Leflon

Sommaire :

- **L'écho des comités : page 2,3 et 4**
- **Autres infos locales : page 5**
- **Dossiers : page 6**
 - **Du côté des étudiants en santé**
 - **Pénuries médicamenteuses**
 - **Ateliers pour la refondation du service public hospitalier**
 - **Journée internationale pour le droit à l'avortement**
- **Culture et santé : page 6**

L'écho des comités :

LUÇON - 85

Luçon toujours mobilisé



Encore une fois 130 personnes rassemblées pour exiger le maintien des urgences et du Smur 7j7 et 24h24. Devant la mobilisation de la population à l'appel des associations et des élu.es, la direction et l'ARS avait bricolé une solution en incorporant un médecin généraliste aux Urgences en lieu et place du deuxième médecin urgentiste. Débuté lundi matin à 8h00, ce château de cartes s'est effondré à midi, La médecin généraliste était complètement dépassée. On ne peut lui en vouloir, cette « solution » avait été dénoncée la semaine précédente par Jean-Luc Landas, venu apporter une nouvelle fois le soutien de la Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité de la ville. Les médecins urgentistes et les médecins généralistes ne soignent pas les mêmes malades. Une nouvelle organisation devrait être proposée la semaine prochaine. Il reste que, si un seul médecin urgentiste est présent, il ne pourra pas à la fois prendre en charge les malades admis aux Urgences et partir en SMUR chercher un autre patient victime d'un infarctus, d'un AVC, d'un accident grave ou encore d'une détresse respiratoire grave.

Dominique Bonin, maire de Luçon a annoncé la possibilité que deux médecins généralistes de La Rochelle pourraient venir renforcer le secteur libéral de la ville ce qui serait une bonne nouvelle pour les patients sans médecin traitant. Yvette Bulteau a fait part des propositions de l'ADSP du Pays de Luçon : organiser de nouveau les rassemblements devant le service d'urgence du centre hospitalier de Luçon afin que le personnel puisse participer et qu'ils puissent, à leur poste de travail, entendre les applaudissements de soutien des manifestant.es.

Rendez-vous est pris pour vendredi prochain 17 septembre à 18h00.

MONTCEAU LES MINES - 71

SMUR en difficulté sur le secteur de Paray, Montceau, le Creusot

Faute d'urgentistes, deux lignes de SMUR pourraient être amenées à être suspendues en alternance.

[Le communiqué du CODEF sur le site de l'informateur de Bourgogne](#)

SARLAT - 24

Le comité a tenu son AG le 6 septembre



[Le bilan de l'année](#)

[Le dernier tract](#)

(CR de la rencontre avec la directrice de l'hôpital de Périgueux)

TOURS – 37

Le collectif 37 Notre santé en Danger tenait un stand au forum des associations de St Pierre des Corps



[Les infos sur le blog du collectif](#)

Le collectif participe aux mobilisations du 14 septembre

[Le tract unitaire](#)

Jeudi 16 septembre • 20h DEBOUT LES FEMMES!

Le CNP présente en avant première le film « Debout les Femmes », suivi d'un débat avec François Ruffin et les aides à domicile blésoises

[Les infos sur le blog du collectif](#)

MAYENNE - 53

Les usagers écartés des concertations ?

Après la formidable mobilisation de la population du 26 juin, le contrat d'engagement entre le CH de Laval et le CHNM a été suspendu pour être rediscuté avec toutes les parties d'ici au 30 septembre.

Les usagers seraient-ils écartés des discussions ? Audace 53 a écrit à la directrice du CHNM

[Plus d'informations](#)

HAUTE SAONE – 70

Rappel : mercredi 15 septembre débat sur la désertification médicale

[Plus d'infos](#)

SUD-YVELINES – 78

Le comité Hôpital Santé Publique a sorti son quatrième Flash info

Au sommaire, forfait patient urgence, Happytal, la nécessaire consultation des personnels pour les travaux

[Le flash info](#)

Autres infos locales :

MARMANDE - 47

Mobilisation pour les urgences

**Marmande Tonneins
Hôpital urgences**

Pétition des usagers pour le maintien des urgences et de l'ensemble des services avec les moyens humains et financiers

Continuons d'exiger de l'État les moyens humains et financiers indispensables pour l'hôpital de manière urgente notamment dans cette période épidémique. Malgré la mobilisation des personnels des urgences et de l'hôpital durant plusieurs mois, mobilisation saluée par tous, il manque toujours à notre hôpital de proximité et de plein exercice les moyens humains et financiers ci-dessous :

- 25 infirmier(e)s, 15 aides-soignantes;
- 20 médecins toutes disciplines (hors urgences);
- pour le maintien de l'ensemble des services (ITS et personnels);
- nécessité de combler le déficit annuel de 3 millions d'euros;
- une augmentation générale des salaires pour être dans la moyenne européenne.

Une proposition immédiate pour le financement d'urgence de l'hôpital: suspendre le prélevement annuel de l'État sur la masse salariale de l'hôpital: 3,188 millions en 2020 (et la TVA).

Pour fonctionner dans de bonnes conditions, en respectant les personnels de santé et les usagers, les besoins pour l'hôpital, recensés à minima par les personnels et confirmés par la direction sont:

- 10 postes de médecins urgentistes (non pourvus, occupés en partie par des intérimaires...);

prénom - nom	commune	e-mail	signature

Pétition organisée par le collectif des usagers hôpital urgence, e-mail: collectifurgencesom@gmail.com

Après l'épisode de juillet de fermeture nocturne de l'accueil des urgences et la mobilisation qui a suivi, maires et conseillers départementaux en tête, le collectif relance l'action en vue d'une mobilisation plus forte de la société marmandaise et au delà tonneinquoise avec l'ensemble du territoire concerné, pour faire entendre aux décideurs nationaux la nécessité des moyens indispensables pour un hôpital de plein exercice avec les urgences comme porte d'entrée et les moyens financiers et humains correspondants.

Déjà 9000 signatures papiers de la pétition et 20 délibérations de conseils municipaux ont été collectées. La mobilisation cet été sur les réseaux sociaux de Jérôme Bespea conseiller municipal de Tonneins a mobilisé 15000 signatures électroniques pour réagir à la fermeture estivale des urgences.

Le collectif Marmande urgence reprendra sa présence devant l'hôpital et sur le territoire dès la fin septembre

LE MANS - 72

Le parking de l'hôpital payant à partir du 4 octobre

La création d'un collectif d'usagers avait déjà permis de surseoir à cette décision, mais la direction de l'hôpital insiste !

[L'article de France Bleu du 10 septembre](#)

LE HAVRE - 76

Rupture de continuité des soins dans les cliniques privées, l'hôpital public assure !

[L'article de France 3 Normandie du 10 septembre](#)

Dossiers :

Du côté des étudiants en santé

Le collectif PASS L.AS national qui s'est créé l'année dernière, regroupant des étudiants en santé, fait le point sur la rentrée, les avancées obtenues par la mobilisation et les limites et nouvelles difficultés.

[La mise à jour sur le site de la pétition](#)

Pénuries médicamenteuses

France Info a fait un dossier sur les pénuries médicamenteuses qui se multiplient

[L'article de France Info du 9/9/2021](#)

[Une vidéo de France 2](#)

Ateliers pour la Refondation du Service Public Hospitalier



A l'occasion de la parution de l'ouvrage "Soigner-Manifeste pour une reconquête de l'hôpital public et du soin" (<https://cfeditions.com/soigner/>) une conférence de presse et une soirée débat avec les acteurs en lutte sont organisées le 21 septembre.

Dans la deuxième partie :

- Le référendum d'initiative partagé "Notre hôpital, c'est vous " : Où en est-on depuis son rejet par le Conseil constitutionnel : introduit par l'association notre hôpital c'est vous
- Les assises citoyennes du soins psychique- en psychiatrie, médico-sociale et la cité : introduit par le Collectif des 39 et le printemps de la psychiatrie
- La mobilisation contre le forfait patient urgences : introduit par la Coordination nationale des comités de défenses des Hôpitaux et Maternités de Proximité et le Collectif Inter-Urgences

[Plus de renseignements](#)

Journée internationale pour le droit à l'avortement

La Coordination Nationale est signataire de l'appel à mobilisation le 25 septembre pour la journée internationale du droit à l'avortement

[L'appel](#)

Culture et santé :

Pomme et les arbres

<https://www.youtube.com/watch?v=Qc8pJoF-uhg>

« Toutes les infos sur le site de la Coordination Nationale »

<http://coordination-defense-sante.org/>



COORDINATION NATIONALE

COORDINATION NATIONALE des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité

(Fondée à Saint Affrique en avril 2004)

Siège social : 1 rue Jean Moulin 70200 LURE

Adresse postale : Chez JL Landas - 26 rue Gambetta – Avenue Mich – 44000 Nantes

SIREN : 503 711 988 - SIRET : 503 711 988 00025

Association agréée - Arrêté du 06/06/2018 - N2017RN0146

Site : <http://coordination-defense-sante.org/> Facebook <https://www.facebook.com/Coordinationdefensesante>

Contact : cda12550@coordination-defense-sante.org

Présidente : Michèle LEFLON michele.leflon@orange.fr

Adresse : 34 Rue de la Porte de Bourgogne – 08000 Charleville-Mézières - Tél 06 08 93 84 93

Secrétaire : Rosine LEVERRIER boudchoum@wanadoo.fr

Adresse : 5 Rue Barbey d'Aurévilly – 14500 VIRE - Tél 02 31 67 07 54 - 06 41 29 08 02

Trésorier : Jean-Luc LANDAS jeanluc.landas@sfr.fr

Adresse : 26 rue Gambetta – Avenue Mich – 44000 Nantes – Tél : 07 50 45 06 87